



PRÉFET DE L'OISE

Arrêté mettant en demeure la Société Française des Papiers Peints (SFPP), représentée par Maître Perney, de remettre un mémoire de réhabilitation pour le site anciennement exploité sur la commune de Balagny-sur-Thérain.

LE PREFET DE L'OISE

Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1 et L.514-5 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements, modifié par décret n° 2010-146 du 16 février 2010 ;

Vu les circulaires ministérielles du 8 février 2007 relatives à la prévention de la pollution des sols – gestion des sols pollués, et sites et sols pollués - Modalités de gestion et de réaménagement des sites pollués ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation du 20 novembre 1989 réglementant les activités de la société SFPP située sur le territoire de la commune de Balagny-sur-Thérain ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 25 juin 2013 prescrivant à Maître Perney, liquidateur judiciaire de la société SFPP à Balagny-sur-Thérain, la remise d'un mémoire de réhabilitation ;

Vu le jugement du Tribunal de Commerce de Senlis du 27 avril 2006 prononçant la mise en liquidation judiciaire de la société SFPP et nommant Maître Perney, dont l'étude est située 7, rue Carnot à Senlis, en qualité de liquidateur judiciaire ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courrier du 25 février 2015 conformément aux articles L.171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu la lettre du 5 mars 2015 par laquelle Maître Perney, représentant la société SFPP, transmet ses observations sur le projet d'arrêté susvisé ;

Considérant que le mémoire de réhabilitation prescrit par l'arrêté du 25 juin 2013 n'a pas été remis au préfet de l'Oise ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 25 juin 2013 susvisé ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société SFPP, représentée par Maître Perney, de respecter les prescriptions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 25 juin 2013 précité, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 de ce même code ;

Sur proposition du directeur départemental des Territoires de l'Oise,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} :

La société SFPP, pour son établissement situé 5, rue du Général de Gaulle à Balagny-sur-Thérain, représentée par Maître Perney, dont l'étude est située 7, rue Carnot à Senlis, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 25 juin 2013 en remettant un mémoire de réhabilitation dans le délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 2 :

Dans le cas où cette obligation prévue à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 :

Conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif d'Amiens, dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois suivant la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Oise.

ARTICLE 4 :

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le sous-préfet de Senlis, le maire de Balagny-sur-Thérain, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Picardie, le directeur départemental des Territoires de l'Oise et l'inspecteur de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le 3 AVR. 2015

Pour le Préfet et par délégation,
le secrétaire général


Julien MARION

Destinataires

Maître PERNEY
7, rue Carnot
60300 SENLIS

Madame le maire de Balagny-sur-Thérain

Monsieur le sous-préfet de Senlis

Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Picardie

Monsieur l'inspecteur de l'environnement
s/c de Monsieur le chef de l'unité territoriale Oise de la direction régionale de l'environnement, de
l'aménagement et du logement de Picardie